

# Le point du CCIM

---

- **Mandat** : Approbation du mandat révisé (pièce jointe dans l'invitation à la réunion)
- **Discussion sur la durée du mandat**
- **Segment industriel** : Discussion concernant l'ajout d'un segment industriel propre à l'aliénation (voir le changement proposé dans le cadre de référence).
- **Calendrier prévisionnel** : Sensibilisation concernant la conférence sur les perspectives et les réunions prévues du CCIM.



# Calendrier prévisionnel (pour discussion)

---

## Automne 2022 (confirmé)

- **Les 26 et 27 octobre 2022** : CCIM (Ottawa, Ontario)
- **Le 9 novembre 2022** : Perspectives (conférence sur les possibilités commerciales de l'ABCMI, Vancouver, C.-B.)

## Printemps 2023 (confirmé)

- **Du 18 au 20 avril 2023** : CCIM, G2B et ateliers (Mari-Tech, Vancouver, C.-B.)
- **Du 12 au 14 juin 2023** : Perspectives et CCIM (H2O, Halifax, N.-É.)

## Automne 2023 (proposé)

- **Dates à confirmer** : Perspectives et CCIM (conférence sur les possibilités commerciales de l'ABCMI, Vancouver, C.-B.)

## Printemps 2024 (proposé)

- **Du 14 au 16 mai 2024** : Perspectives et CCIM (Mari-Tech, St. John's, T.-N.-L.)
- **Activités supplémentaires en 2024** : À confirmer

# Mesures achevées récemment

<u>Sujets de discussion</u>	<u>Description des mesures requises</u>	<u>État</u>	<u>Année de lancement</u>
<b>Participation des Autochtones</b>	Le GC confirmera si les services et les biens comptent envers les 5 %.	<b>Traité</b> Confirmation avec SAC que les biens et services comptent pour 5 %.	2022
<b>Soutien des RIT</b>	Le GC doit fournir des formations/séminaires, des produits, etc. aux PME pour qu'elles comprennent mieux les RIT.	<b>Traité/en cours.</b> L'atelier d'ISDE est incorporé dans l'ordre du jour de la réunion du CCIM (26 octobre, de 9 h 30 à 10 h 30). Formation/séminaire supplémentaires prévus pour Mari-Tech 2023.	2021
<b>Initiatives d'écologisation</b>	Assurer le suivi des initiatives d'écologisation du GC et communiquer les possibilités avec les membres du CCIM.	<b>Traité.</b> Inclus comme un point permanent lors des futures réunions du CCIM. Discussion sur ce sujet incorporée à l'ordre du jour de la réunion du CCIM (26 octobre, de 13 h 30 à 14 h 30).	2022
<b>Rétroaction sur les modalités</b>	Les membres du CCIM doivent fournir des renseignements sur les modalités problématiques.	<b>Traité/en cours.</b> Incorporé comme point de discussion lors de la réunion du CCIM (26 octobre, de 13 h à 13 h 30). Comprend également la limitation de responsabilité.	2022
<b>Introduction des séances à huis clos</b>	Donner aux membres de l'industrie du CCIM l'occasion de se rencontrer pendant la réunion du CCIM pour discuter des tendances communes.	<b>Traité.</b> Incorporé comme point permanent à la réunion du CCIM.	2022



# Mesures achevées récemment (suite)

<b><u>Sujets de discussion</u></b>	<b><u>Description des mesures requises</u></b>	<b><u>État</u></b>	<b><u>Année de lancement</u></b>
<b>Tonnage du navire multimissions semi-hauturier (NMSH)</b>	Le GC doit confirmer si le NMSH pèsera moins de 1000 tonnes.	<b>Traité</b> À l'heure actuelle, le navire devrait peser moins de 1 000 tonnes.	2022
<b>Stratégie d'approvisionnement pour la construction de petits bateaux</b>	Le GC doit confirmer si l'approvisionnement à l'extérieur du Canada se fera dans le cadre du Groupe de travail sur les petits bateaux.	<b>Traité</b> On a confirmé avec l'équipe principale d'approvisionnement que ce n'est pas l'intention. L'AMA sera le principal véhicule d'acquisition de petits bateaux.	2022
<b>Fluctuation du taux de change et indexation des prix</b>	Le GC doit actualiser les mesures d'atténuation des risques en cours d'application (notamment dans les contrats pluriannuels).	<b>Traité/en cours</b> Incorporé dans les appels d'offres de Terry Fox et NSHRH. L'application se fait également dans des contrats à plus court terme compte tenu du contexte économique.	2021



# Mesures en cours

<u>Sujets de discussion</u>	<u>Description des mesures requises</u>	<u>État</u>	<u>Année de lancement</u>
<b>Gouvernements provinciaux</b>	Intégrer les gouvernements provinciaux dans les engagements futurs, en particulier dans les perspectives d'approvisionnement.	<b>En cours</b>	2021
<b>Tableau de bord des programmes marins du GC</b>	Mise à jour du tableau de bord du GC sur les programmes existants liés au milieu marin.	<b>En cours</b> La prochaine mise à jour est prévue pour Mari-tech CCIM en avril 2023 à Vancouver. <i>*Proposer de s'engager dans une mise à jour semestrielle.</i>	2021
<b>GTRH</b>	Le GC doit fournir les résultats les plus récents, y compris tous les aspects liés à la sécurité des frontières, aux habilitations de sécurité, aux consultations avec les ONG, à l'initiative du groupe d'employeurs sur les travailleurs étrangers temporaires et à tout autre développement pertinent. Les associations communiqueront l'information à leurs membres.	<b>En cours</b>	2022
<b>Rapport régional de l'AADCA</b>	Désigné aux fins de présentation et de discussion lors de la prochaine réunion du CCIM.	<b>En cours</b>	2022

# Mesures en cours (suite)

<b><u>Sujets de discussion</u></b>	<b><u>Description des mesures requises</u></b>	<b><u>État</u></b>	<b><u>Année de lancement</u></b>
<b>Propriété intellectuelle</b>	Le GC clarifiera les exigences et facilitera un dialogue fondé sur le rapport Avascent.	<b>En cours</b>	2022
<b>Préqualification</b>	Le GC doit examiner les moyens de rendre le processus d'appel d'offres plus efficace en « préqualifiant » les chantiers navals pour réduire le temps nécessaire à la présentation d'une soumission.	<b>En cours.</b> La rétroaction sera sollicitée lors de la réunion du CCIM (27 octobre 2022).	2022

# Annexe A : Historique des mesures achevées

<b><u>Sujets de discussion</u></b>	<b><u>Description</u></b>	<b><u>Année d'achèvement</u></b>
Contenu du clavardage de la réunion du CCIM	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'agent de projet communiquera l'information échangée dans la fonction clavardage.</li> </ul>	2021
Modèle d'appel d'offres (AO) pour la mise en cale sèche	<ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation et discussion sur le nouvel outil d'approvisionnement.</li> </ul>	2019
Stratégie en matière de RH	<ul style="list-style-type: none"> <li>Discussion sur une approche pour une étude               <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Énoncé des besoins – portée</li> <li>➤ Chemin critique</li> <li>➤ Objectifs et échéances fictifs – situation actuelle et future</li> </ul> </li> <li>Amorcer un dialogue avec les instituts maritimes et le milieu universitaire pour évaluer la sensibilisation aux métiers et carrières maritimes.</li> </ul>	2019
Objectif à long terme de la stratégie maritime	<ul style="list-style-type: none"> <li>Examen par le CCIM des documents de stratégie et des thèmes clés pour la connaissance de la situation par le CCIM</li> <li>Le résumé des conclusions est présenté lors de la réunion de novembre 2019.</li> </ul>	2019
Bureau canadien de soudage (BCS)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibilisation à l'évolution du programme du BCS</li> </ul>	2019
Programme des travailleurs étrangers temporaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le point sur l'approbation des certificats pour la Norvège et la France</li> </ul>	2019
Programmes d'immigration et ressources pour relever les défis de la main-d'œuvre auxquels l'industrie maritime canadienne est confrontée	<ul style="list-style-type: none"> <li>Feuillets d'information pour les membres du CCIM</li> </ul>	2019
Favoriser l'exportation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rôle de l'attaché de défense canadien dans la promotion des exportations</li> </ul>	2019

# Annexe A : Historique des mesures achevées (suite)

<b>Sujets de discussion</b>	<b>Description</b>	<b>Année d'achèvement</b>
Prolongation de la composition du CCIM	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prolongation du mandat des membres de l'industrie jusqu'en avril 2022 en raison de la COVID-19.</li> </ul>	2021
Réviser le cadre de référence et ajouter de nouveaux membres.	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'AADCA est ajoutée à la liste des membres du CCIM.</li> </ul>	2021
Construction de petits navires	<ul style="list-style-type: none"> <li>Établir un plan pluriannuel prospectif interministériel qui sera présenté lors de la prochaine conférence sur les perspectives d'approvisionnement.</li> <li>Mise à jour : la prochaine conférence sur les perspectives d'approvisionnement qui aura lieu à MariTech mettra l'accent sur la construction de petits navires.</li> </ul>	2021
Sous-groupe de travail sur les RH du CCIM	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cartographier les programmes de perfectionnement des compétences dans les métiers de la mer, du niveau débutant aux programmes avancés.</li> <li>L'équipe de la stratégie des RH travaille avec les membres du sous-groupe de travail pour établir la cartographie. Cela fera partie de sa présentation à la réunion du CCIM.</li> <li>Discussion de l'équipe de la stratégie des RH du SNCN sur la création d'un groupe de travail sur les RH.</li> </ul>	2021
Stratégie de construction navale de la C.-B.	<ul style="list-style-type: none"> <li>La section portant sur la stratégie de construction navale de la C.-B. a été corrigée dans le rapport de juin 2021 : l'ébauche de la stratégie sera présentée au gouvernement de la C.-B. d'ici juin 2022, mais ne sera pas mise en œuvre à ce moment-là. Modifier l'affichage sur Achatsetventes.gc.ca – Julia McDonald, SPAC.</li> </ul>	2021
Gestion du rendement des fournisseurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction d'une nouvelle politique de SPAC</li> <li>Discussion sur un projet pilote avec l'industrie</li> </ul>	2021
AchatsCanada	<ul style="list-style-type: none"> <li>Déploiement par SPAC de la nouvelle solution d'achats électroniques – AchatsCanada</li> </ul>	2021
Rapport de 2020 sur la SNCN	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'agent de projet du BGCM communiquera le rapport à tous les membres du CCIM.</li> </ul>	2021
Coordonnées des présentateurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'agent de projet du BGCM enverra les coordonnées de tous les présentateurs à tous les participants pour toute question de suivi.</li> </ul>	2021



# Question 1 à débattre

---

*Quels sont les autres moyens par lesquels le Canada pourrait aider l'industrie à atténuer les risques liés à l'interruption de la chaîne d'approvisionnement et à l'inflation?*

# Question 2 à débattre

---

*Depuis plusieurs mois, nous entendons parler des défis associés aux chaînes d'approvisionnement du mode maritime. La situation s'est-elle stabilisée ou s'est-elle aggravée?*



# Question 3 à débattre

---

*Quels sont les principaux défis qui devraient avoir une incidence sur l'industrie maritime en 2025? Quelles sont les leçons/stratégies tirées à mettre en œuvre?*

# Contexte

---

- Lancé avec l'intention de souligner et de reconnaître les façons significatives et stimulantes dont les associations et les fournisseurs contribuent au renforcement et à la croissance de l'industrie maritime au Canada.
- Les nominations et les sélections pour les prix de 2022 sont menées par le Canada, avec une remise des prix à Mari-Tech (Niagara Falls) en mai 2022.

# Les prix

## Navigateur

Conçu pour reconnaître un fournisseur ou une association qui a fait des efforts exceptionnels pour soutenir et faciliter la mobilisation entre le gouvernement du Canada et l'industrie maritime.



## Nœud de papillon alpin

Conçu pour reconnaître une contribution importante à la sensibilisation et à l'intérêt du public pour l'industrie maritime.



# Déploiement des prix 2023

---

- **Octobre 2022** : Lancement lors de la réunion d'automne du CCIM
- **Décembre 2022** : Communication par courriel aux membres du CCIM détaillant le processus de nomination
- **Février 2023** : Fin de la période de nomination et début du processus de sélection
- **Juin 2023** : Remise des prix aux gagnants lors de la conférence sur les perspectives du printemps (H2O, Halifax N.-É.)

# Limitation de responsabilité – Principes

---

## Qui fait quoi/qui a le contrôle :

- L'État a une politique d'autoassurance pour les risques dont il a le contrôle.
- Indemniser l'État pour les risques relevant de la responsabilité de l'entrepreneur.
- Lorsque les risques sont combinés, une évaluation des risques est nécessaire pour déterminer s'il y a un transfert important ou substantiel des risques à l'État (p. ex. EDT, mauvais entretien, personnel intégré ou désarmement).

# Limitation de responsabilité – Pouvoir de négociation

---

- Limitation de responsabilité (1<sup>ère</sup> ou tierce partie) lorsqu'il n'y a pas de transfert de risque substantiel ou important : **SPAC peut négocier.**
- Limitation de responsabilité (1<sup>ère</sup> ou tierce partie) lorsqu'il y a un transfert de risque substantiel ou important : **Nécessite l'approbation du mandat de négociation de la part de TC.**
- Indemnisation complète : **Négociateur sans l'approbation préalable de TC ne fait jamais partie des pouvoirs de SPAC.**
- **Le marché d'urgence est l'exception.**





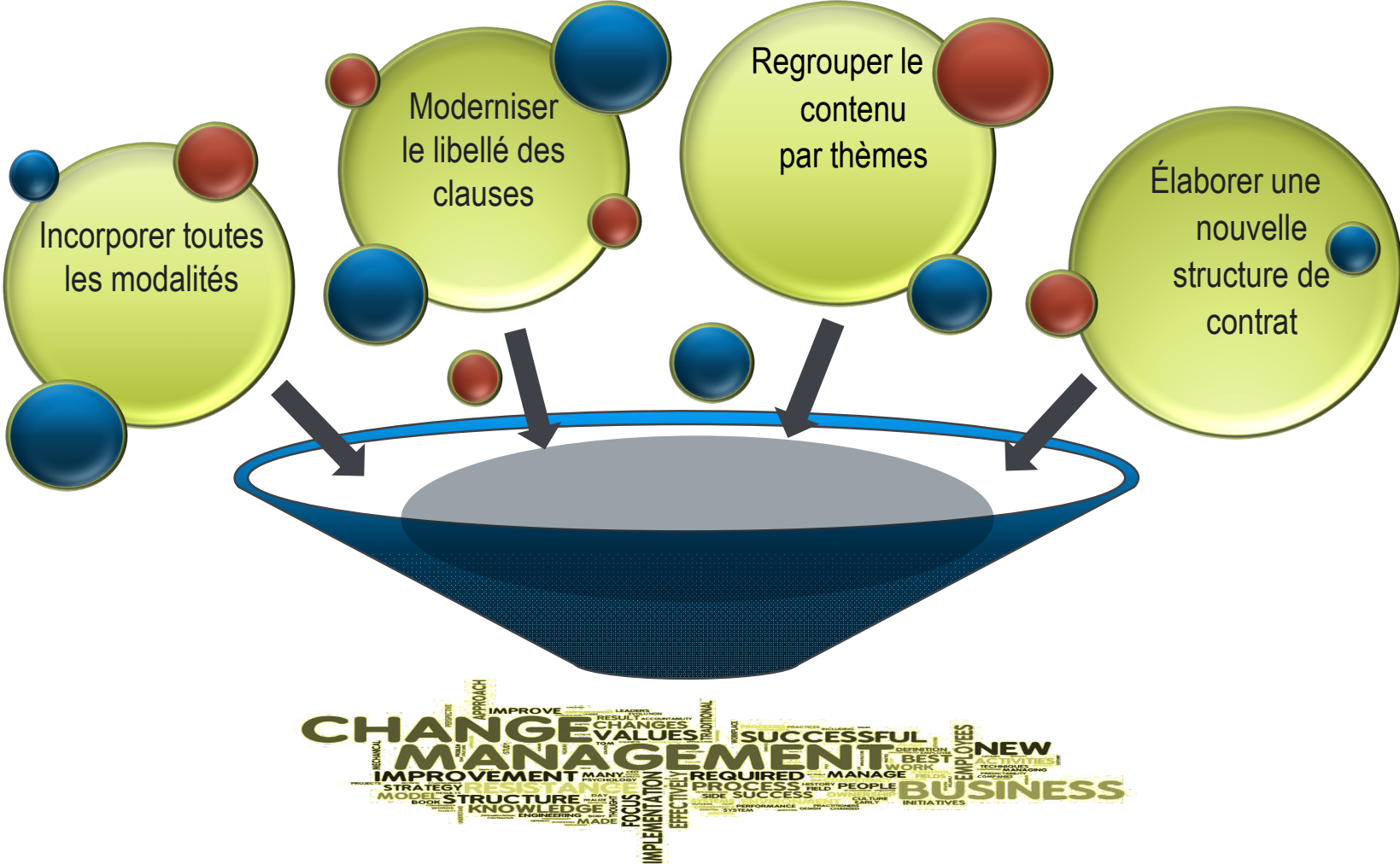
## Modernisation des contrats – Engagement pris dans la lettre de mandat

---

*« Poursuivre la modernisation des pratiques d’approvisionnement afin qu’elles appuient les objectifs de politique économique du Canada, ce qui comprend des possibilités d’approvisionnement équilibrées avec les partenaires commerciaux du Canada, assurent l’optimisation des ressources, soient ouvertes et transparentes et obligent les fournisseurs de biens et services à appliquer dans toutes leurs chaînes d’approvisionnement les normes les plus élevées en matière d’éthique et de durabilité. »*

(Lettre de mandat de la ministre des Services publics et de l’Approvisionnement, décembre 2021)

# Mise en œuvre de l'initiative de modernisation des contrats de SPAC



# Nouveau document contractuel modernisé : un exemple

Note pour faire savoir aux fournisseurs que les accords ont été modernisés

L'information essentielle est placée au début du document pour aider les fournisseurs à déterminer rapidement s'ils peuvent soumissionner.

Remplacement de termes variables tels que « soumissionnaire », « offrant » et « fournisseur » par un seul terme, « offrant »

Regroupement de contenus similaires

Ajout de titres de clauses en gras et d'espaces blancs, et séparation des clauses longues pour faciliter la lecture.

Suppression des codes de référence du CUA et insertion des clauses dans le texte intégral  
(p. ex. 2003-05)

## Public Works and Government Services Canada

Please note this solicitation of offers is being tested as part of PSPC's Contract Modernization Initiative. For more information please consult the following <https://buyandsell.gc.ca/contract-modernization-initiative>.

### 1. Solicitation of Offers.

Canada requests offers from Offerors to meet its requirements. For the convenience of Offerors, a brief description is set out below with detailed requirements in subsequent sections of this solicitation of offers. If interested and able to meet these requirements, Canada appreciates and welcomes an offer.

**1.1. Offers.** Canada is seeking offers from Offerors to provide [DESCRIBE THE REQUIREMENT] to [CLIENT DEPARTMENT].

**1.2. Term.** The term of any resulting contract is for [INITIAL TERM] **{(include if needed)}**, but Canada may extend the term for an additional **\_\_\_\_\_(fill in Additional Term: e.g. two year period)**.

**1.3. Delivery Date.** All the deliverables must be received on or before [insert delivery date].

**1.4. Delivery Points.** Delivery of the requirement will be made to delivery point(s) specified at "Annex-Requirement" of the Contract.

### 2. Offer Requirements.

**2.1. Security Requirements.** There are no security requirements associated with this solicitation of offers.

**2.2. Canadian Content.** The requirement is subject to a preference for Canadian [\_\_\_\_\_] (insert "goods" or "services" or "goods and services").

### 3. Offeror Requirements.

- 3.1. Offeror Responsibilities.** Each Offeror must |
- a. obtain any clarification it considers necessary of the solicitation of offers requirements before submitting an offer;
  - b. prepare its offer in accordance with the solicitation of offers instructions;
  - c. submit a complete offer by the closing date and time as per the instructions noted in section titled "Offer Submission";
  - d. provide a comprehensible and sufficiently detailed offer, including all requested pricing details that will enable Canada to complete its evaluation based on the solicitation of offers criteria, and
  - e. comply with all other requirements of this solicitation of offers.



# Annexe

## Accord actuel : un exemple

Solicitation No. - N° de l'invitation W5237-210005/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur KIN950
Client Ref. No. - N° de réf. du client W5237-21-0005	File No. - N° du dossier KIN-1-56101	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

### PART 2 - BIDDER INSTRUCTIONS

#### 2.1 Standard Instructions, Clauses and Conditions

All instructions, clauses and conditions identified in the bid solicitation by number, date and title are set out in the [Standard Acquisition Clauses and Conditions Manual](https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/standard-acquisition-clauses-and-conditions-manual) (<https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/standard-acquisition-clauses-and-conditions-manual>) issued by Public Works and Government Services Canada.

Bidders who submit a bid agree to be bound by the instructions, clauses and conditions of the bid solicitation and accept the clauses and conditions of the resulting contract.

The **2003** (2020-05-28) Standard Instructions - Goods or Services - Competitive Requirements, are incorporated by reference into and form part of the bid solicitation.

Subsection 5.4 of **2003**, Standard Instructions - Goods or Services - Competitive Requirements, is amended as follows:

Delete: 60 days  
Insert: 90 days

#### 2.2 Submission of Bids

Offers must be submitted only to the Public Works and Government Services Canada (PWGSC) Bid Receiving Unit specified below by the date and time indicated on page 1 of the RFSO:

**PWGSC Ontario Region Bid Receiving Unit**  
Only offers submitted using epost Connect service will be accepted. The Offeror must send an email requesting to open an epost Connect conversation to the following address:  
[TPSGC\\_orreceptiondessaoumissions-orbidreceiving.PWGSC@tpsac-pwgsc.gc.ca](mailto:TPSGC_orreceptiondessaoumissions-orbidreceiving.PWGSC@tpsac-pwgsc.gc.ca)

**Note:** Offers will not be accepted if emailed directly to this email address. This email address is to be used to open an epost Connect conversation, as detailed in Standard Instruction 2006, or to send offers through an epost Connect message if the Offeror is using its own licensing agreement for epost Connect.

It is the Offeror's responsibility to ensure the request for opening an epost Connect conversation is sent to the email address above at least six days before the Request for Standing Offers closing date.

Transmission of offers by facsimile or hardcopy to PWGSC will not be accepted.

#### 2.3 Enquiries - Bid Solicitation

All enquiries must be submitted in writing to the Contracting Authority no later than 10 calendar days before the bid closing date. Enquiries received after that time may not be answered.

Bidders should reference as accurately as possible the numbered item of the bid solicitation to which the enquiry relates. Care should be taken by Bidders to explain each question in sufficient detail in order to enable Canada to provide an accurate answer. Technical enquiries that are of a proprietary nature must be clearly marked "proprietary" at each relevant item. Items identified as "proprietary" will be treated as such except where Canada determines that the enquiry is not of a proprietary nature. Canada may edit the question(s) or may request that the Bidder do so, so that the proprietary nature of the question(s) is eliminated, and the enquiry can be answered to all Bidders. Enquiries not submitted in a form that can be distributed to all Bidders may not be answered by Canada.

Page 3 of - de 16

Dans le modèle actuel de SPAC, les appels d'offres fournissent un lien externe vers le Guide des CCJA, qui compte des centaines de pages.

L'utilisation du code de référence 2003 du Guide des CCJA renvoie à un ensemble de 21 clauses distinctes, totalisant 12 pages.

Les appels d'offres comprennent des termes variables comme « soumissionnaire », « offrant » et « fournisseur ».

Le contenu sur les sujets est présenté dans tout le document. (L'information relative à la présentation des soumissions figure dans les parties 1, 2, 3 et 4).

Paragraphe long, utilise la voix passive dans le texte.



# La modernisation des documents contractuels : une comparaison

## Modèle contractuel

Sollicitation No. - N° de l'invitation WS237-210005/A Client Ref. No. - N° de réf. du client WS237-21-0005	Amd. No. - N° de la modif. File No. - N° du dossier KIN-1-36101	Buyer ID - Id de l'acheteur KIN950 CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
---	---	--

**PART 2 - BIDDER INSTRUCTIONS**

**2.1 Standard Instructions, Clauses and Conditions**

All instructions, clauses and conditions identified in the bid solicitation by number, date and title are set out in the [Standard Acquisition Clauses and Conditions Manual](https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/standard-acquisition-clauses-and-conditions-manual) (https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/standard-acquisition-clauses-and-conditions-manual) issued by Public Works and Government Services Canada.

Bidders who submit a bid agree to be bound by the instructions, clauses and conditions of the bid solicitation and accept the clauses and conditions of the resulting contract.

The [2003](#) (2020-05-28) Standard Instructions - Goods or Services - Competitive Requirements, are incorporated by reference into and form part of the bid solicitation.

Subsection 5.4 of [2003](#), Standard Instructions - Goods or Services - Competitive Requirements, is amended as follows:

Delete: 60 days  
Insert: 90 days

**2.2 Submission of Bids**

Offers must be submitted only to the Public Works and Government Services Canada (PWGSC) Bid Receiving Unit specified below by the date and time indicated on page 1 of the RFSC:

**PWGSC Ontario Region Bid Receiving Unit**  
Only offers submitted using epost Connect service will be accepted. The Offeror must send an email requesting to open an epost Connect conversation to the following address:  
[TPSGC.orreceptiondessoumissions-orbidreceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:TPSGC.orreceptiondessoumissions-orbidreceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

**Note:** Offers will not be accepted if emailed directly to this email address. This email address is to be used to open an epost Connect conversation, as detailed in Standard Instruction 2006, or to send offers through an epost Connect message if the Offeror is using its own licensing agreement for epost Connect.

It is the Offeror's responsibility to ensure the request for opening an epost Connect conversation is sent to the email address above at least six days before the Request for Standing Offers closing date.

Transmission of offers by facsimile or hardcopy to PWGSC will not be accepted.

**2.3 Enquiries - Bid Solicitation**

All enquiries must be submitted in writing to the Contracting Authority no later than 10 calendar days before the bid closing date. Enquiries received after that time may not be answered.

Bidders should reference as accurately as possible the numbered item of the bid solicitation to which the enquiry relates. Care should be taken by Bidders to explain each question in sufficient detail in order to enable Canada to provide an accurate answer. Technical enquiries that are of a proprietary nature must be clearly marked "proprietary" at each relevant item. Items identified as "proprietary" will be treated as such except where Canada determines that the enquiry is not of a proprietary nature. Canada may edit the question(s) or may request that the Bidder do so, so that the proprietary nature of the question(s) is eliminated, and the enquiry can be answered to all Bidders. Enquiries not submitted in a form that can be distributed to all Bidders may not be answered by Canada.

Page 3 of - de 16

## Modèle contractuel

Sollicitation No. - N° de l'invitation W168A-21MK05/A Client Ref. No. - N° de réf. du client W168A-21-MK05	Amd. No. - N° de la modif. File No. - N° du dossier W168A-21-MK05	Buyer ID - Id de l'acheteur wpg113 CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
---	---	--

**1. Bid Solicitation**

Canada requests bids from Bidders to meet its requirements. For the convenience of Bidders, a brief description is set out below with detailed requirements in subsequent sections of this solicitation. If interested and able to meet these requirements, Canada appreciates and welcomes a bid.

**1.1 Bids.** Canada is seeking bids from Bidders to provide one (1) 2016 International PROSTAR tractor engine to the Department of National Defence (DND).

**1.2 Term.** The period of the Contract is from date of Contract to \_\_\_\_ inclusive. (The end date will be three (3) months from the date of delivery and will be indicated upon contract award).

**1.3 Delivery Points.** The goods must be delivered to point(s) specified in Annex "Requirement", in accordance with the Resulting Contract section entitled Delivery.

**1.4 Best Delivery Date.** While delivery is requested within 30 days of Contract award, the best delivery that could be offered is \_\_\_\_\_. (Complete in Annex Bidder Declaration Form.)

**2. Bid Requirements**

**2.1 Security Requirements.** There are no security requirements associated with this bid solicitation.

**2.2 Canadian Content.** The requirement is subject to a preference for Canadian goods.

**3. Bidder Requirements**

**3.1 Bidder Responsibilities.** Each Bidder must:

- a. obtain any clarification it considers necessary of the bid solicitation requirements before submitting a bid;
- b. prepare its bid in accordance with the solicitation instructions;
- c. submit a complete bid by the closing date and time as per the instructions noted in section titled "Bid Submission";



# Discussion

---

- 1. Quel soutien, quelle formation ou quels outils pourraient être mis en place pour aider les fournisseurs à comprendre ces modifications afin qu'ils puissent décrocher un contrat relatif aux marchés publics?*
- 2. Quel serait le meilleur mécanisme pour solliciter des commentaires de l'industrie sur les améliorations à apporter aux documents contractuels?*



# Stratégie pour un gouvernement vert

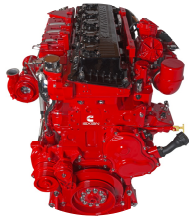
---

## Approvisionnement en biens et services :

*« Le gouvernement aidera à effectuer la transition vers une économie zéro émissions nettes et circulaire au moyen de l'approvisionnement écologique fondé sur les **principes d'évaluation du cycle de vie**, ainsi que de l'adoption de **technologies propres et de produits et services écologiques.** »*

# Initiatives d'écologisation maritime

## Moteurs hors-bord à émissions faibles ou nulles pour les petits navires, initiative interministérielle dirigée par la GRC



**Responsable :** GRC (Darren Mierau)  
**Partenaires :** PC (Cristina Martinez), SPAC (Dianne Tinkess)



**Description :** Définir, acquérir et évaluer les conversions de moteurs à émissions faibles ou nulles dans les petits navires gouvernementaux. La portée actuelle du travail est financée par le Fonds pour un gouvernement vert (huit petits navires à déterminer).



**État :** Demande de renseignements fermée le 30 mai 2022; neuf réponses reçues. La GRC prépare un rapport avec les résultats de la demande de renseignements.

**Valeur :** 400 000 \$ pour 2022-2023 et 400 000 \$ pour 2023-2024.



**Résultat escompté :** Établir un outil d'approvisionnement à long terme (p. ex. AMA ou OC) pour réduire les émissions par l'acquisition et la conversion de moteurs hors-bord pour les petits navires.

## Arrangement en matière d'approvisionnement pour le nettoyage et la capture des bâtiments dans l'eau, dirigé par SPAC au nom de la GCC et du MDN.



**Responsable :** SPAC (Dianne Tinkess)  
**Partenaires :** MDN (Adam Valenta), GCC (André St Laurent), TC (Katelyn Cutler)



**Description :** Le programme se traduira par une réduction des forces de traînée hydrodynamique exercées sur les flottes, et entraînera une réduction de la consommation de carburant et des GES, tout en augmentant la capacité opérationnelle des bâtiments et en empêchant l'introduction d'espèces envahissantes.



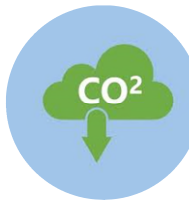
**État :** La DAMA a permis de trouver un fournisseur qualifié et de conclure un AMA pour une période de deux ans, avec la possibilité de cinq périodes d'option supplémentaires d'un an. La mise à jour se trouve actuellement sur le site d'AchatsCanada. Le MDN est en train de planifier le premier nettoyage en novembre ou décembre 2022.

**Valeur :** à déterminer



**Résultat escompté :** Avoir un outil d'approvisionnement efficace en place pour nettoyer régulièrement les bâtiments du Canada entre les périodes de mise en cale sèche.

## Initiative sur les systèmes de propulsion marins à émissions nulles, dirigée par TC



**Responsable :** TC (Jordan O'Reilly)  
**Partenaires :** SPAC (Kathy Large)



**Description :** Démonstration et déploiement de systèmes de propulsion marins à émissions nulles sur des navires canadiens.



**État :** Deux contrats ont été attribués à ce jour pour des navires de moins de 15 GT (un sur chaque côte). La demande de propositions pour les navires de plus de 15 GT a été publiée le 19 août 2022.

**Valeur :** Les deux contrats attribués à ce jour ont une valeur combinée de 450 000 \$.



**Résultat escompté :** La publication des contrats fournira des renseignements précieux à d'autres programmes tels que l'initiative « Moteurs hors-bord à émissions faibles ou nulles ». Ce processus permettra également de documenter les leçons tirées.





# Initiatives d'écologisation maritime (suite)

## Système de propulsion hybride pour navire semi-hauturier de recherche halieutique (NSHRH), initiative dirigée par la GCC



**Responsable:** GCC (Germain Bedard et Casey Potter)  
**Partenaires:** SPAC (Stéphane Deslauriers)

**Description :** Premier NSHRH doté d'un système de propulsion hybride (batteries et moteurs) qui devrait permettre de réduire les émissions de GES par rapport à un système de propulsion traditionnel.

**État :** La demande de propositions pour le contrat de construction a été publiée le 21 septembre 2022. La durée est de trois ans, un pour la conception et deux pour la construction.

**Valeur :** déterminée une fois que la demande de propositions établit la valeur.

**Résultat escompté :** Prototype utilisé pour évaluer et établir une base de référence pour la conception et la production de navires hybrides dans un environnement opérationnel.

## Système de revêtement hybride, essai de la MRC



**Responsable:** MDN (Adam Valenta)

**Description :** Au cours des cinq prochaines années, évaluer l'efficacité des systèmes de revêtement hybride (Hempaguard X7 de Hempel) sur les navires de la Marine royale canadienne.

**État :** Le premier navire (NCSM Nanaimo) a reçu un revêtement en septembre, le prochain navire devrait recevoir le revêtement à la fin octobre 2022.

**Valeur :** 550 000 \$

**Résultat escompté :** Diminution importante possible du niveau d'accumulation de l'encrassement biologique, entraînant une réduction du transfert d'espèces envahissantes et une augmentation de l'efficacité de la propulsion. En cas de réussite, ce système pourrait être utilisé par d'autres partenaires.

## Analyse des données opérationnelles : une démonstration des avantages de l'écologisation des parcs de véhicules maritimes gouvernementaux, projet de recherche du CNRC



**Responsable:** CNRC (Allison Kennedy)  
**Partenaires:** GCC (André St Laurent et Matt Surch)

**Description :** Mener une étude au cours des trois prochaines années en exploitant les données opérationnelles des navires de la Garde côtière canadienne afin d'éclairer la conception de navires plus écologiques et les opérations écoénergétiques.

**État :** Nous examinons actuellement les ensembles de données des navires sélectionnés (navires de la GCC Laurier, John Cabot et Henry Larsen).

**Valeur :** 1 021 880 \$

**Résultat escompté :** Les résultats faciliteront la prise de décisions opérationnelles écologiques concernant l'écologisation des biens gouvernementaux.

# Initiatives d'écologisation maritime (suite)

## Programme d'approvisionnement de combustibles à faible teneur en carbone, dirigé par le SCT



**Responsable :** SCT (Christopher Lindberg et Youser Al-Ali)  
**Partenaires :** MDN, MPO/GCC, TC

**Description :** Appuyer l'acquisition de carburants de substitution liquides à faible intensité carbonique pour les flottes aériennes et maritimes fédérales.

**État :** La première DOC marine sera publiée en octobre 2022. La GCC vise à acheter et à utiliser du diesel renouvelable d'ici l'été 2023.

**Valeur :** 227,9 M\$ sur huit ans à partir de l'exercice 2023-2024.

**Résultats escomptés :** D'ici 2030-2031, soutenir l'achat cumulatif de plus de 300 millions de litres de carburant à faible intensité de carbone pour les flottes aérienne et maritime fédérales. D'ici 2030-2031, éviter plus de 500 kilotonnes d'émissions de GES. Stimuler l'approvisionnement et la demande du marché du secteur privé et du secteur public au sens large pour les carburants à faible teneur de carbone.

## Données énergétiques pour l'exploitation des plateformes navales, dirigées par la MRC



**Responsable :** RDDC (Dre Gisele Amow)  
**Partenaires :** Canmet ENERGY (Martin Kegel); CNRC (Allison Kennedy)

**Description :** Porte sur l'optimisation de l'énergie et la réduction des émissions de GES des plateformes navales.

**État :** Dernière année du projet. La poursuite de ces travaux sera effectuée dans le cadre de SPEED 2.0.

**Valeur :** environ 2 M\$

**Résultats escomptés :** Développer une connaissance approfondie de la consommation énergétique de base pour divers scénarios d'exploitation d'une plateforme de classe Halifax. Élaborer des modèles énergétiques d'apprentissage automatique et basés sur la physique de navires consommant moins de carburant et avec des capacités d'opérations de plateformes navales efficaces sur le plan énergétique.

## SPEED (Ship Platform Exploitation of Energy Dataset) 2.0 [données énergétiques pour l'exploitation des plateformes navales 2.0], dirigé par MRC



**Responsable :** RDDC (Dre Gisele Amow)  
**Partenaires :** Canmet ENERGY (Martin Kegel); CNRC (Allison Kennedy)

**Description :** Porte sur l'optimisation de l'énergie et la réduction des émissions de GES des plateformes navales.

**État :** Projet approuvé en août 2022, projet de deux ans (se terminant au cours de l'exercice 2024-2025).

**Valeur :** environ 1,068 M\$.

**Résultats escomptés :** Développer une connaissance approfondie de la consommation énergétique de base pour divers scénarios d'exploitation d'une plateforme de classe Halifax. Élaboration de modèles énergétiques de navires par apprentissage automatique et basés sur la physique et exploration d'un jumeau numérique de l'énergie de navires consommant moins de carburant, avec des capacités d'opérations de plateformes de navires efficaces sur le plan énergétique.

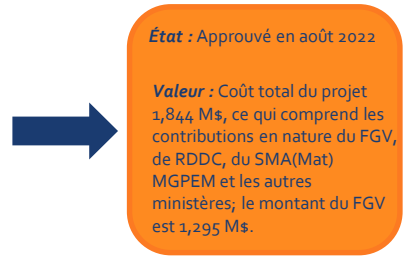
# Initiatives d'écologisation maritime (suite)

## Naval Electric Ship Technologies (NEST), dirigé par la MRC



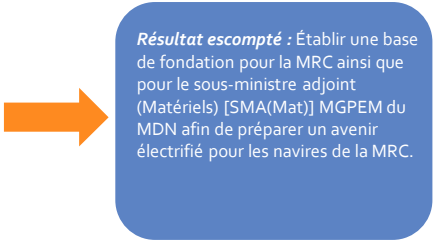
**Responsable :** RDDC (Dre Gisele Amow)  
**Partenaires :** CNRC (Allison Kennedy, Dr Dean MacNeil, Imran Khan); CanmetÉNERGIE (Martin Kegel)

**Description :** Évaluer la faisabilité de solutions hybrides et/ou entièrement électriques pour la flotte de la Marine royale canadienne (MRC) afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre provenant des plateformes et des opérations des navires en vue d'atteindre les objectifs de carboneutralité en 2050 tout en assurant le maintien de la capacité opérationnelle.



**État :** Approuvé en août 2022

**Valeur :** Coût total du projet 1,844 M\$, ce qui comprend les contributions en nature du FGV, de RDDC, du SMA(Mat) MGPEM et les autres ministères; le montant du FGV est 1,295 M\$.



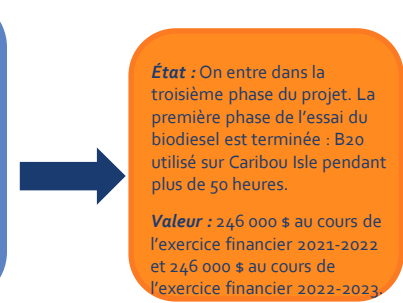
**Résultat escompté :** Établir une base de fondation pour la MRC ainsi que pour le sous-ministre adjoint (Matériels) [SMA(Mat)] MGPEM du MDN afin de préparer un avenir électrifié pour les navires de la MRC.

## Étude d'évaluation des carburants à émissions nulles – Phase III, menée par la GCC



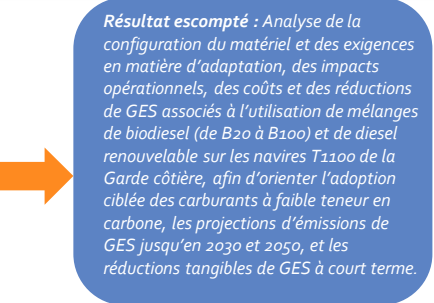
**Responsable :** GCC (Nicholas La Monaca et Anna Newton) **Partenaires :** LNC et EAEL

**Description :** Comprendre les répercussions techniques, économiques, environnementales et à long terme de l'adoption de carburants à faible teneur en carbone. La phase III évaluera les propriétés techniques et les répercussions financières des carburants à faible teneur en carbone ainsi que les attributs et impacts opérationnels, afin d'informer les garde-côtes des mesures qu'ils pourraient mettre en œuvre pour maximiser l'interopérabilité de ces carburants.



**État :** On entre dans la troisième phase du projet. La première phase de l'essai du biodiesel est terminée : B20 utilisé sur Caribou Isle pendant plus de 50 heures.

**Valeur :** 246 000 \$ au cours de l'exercice financier 2021-2022 et 246 000 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023.



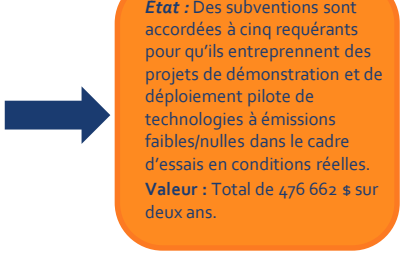
**Résultat escompté :** Analyse de la configuration du matériel et des exigences en matière d'adaptation, des impacts opérationnels, des coûts et des réductions de GES associés à l'utilisation de mélanges de biodiesel (de B20 à B100) et de diesel renouvelable sur les navires T1100 de la Garde côtière, afin d'orienter l'adoption ciblée des carburants à faible teneur en carbone, les projections d'émissions de GES jusqu'en 2030 et 2050, et les réductions tangibles de GES à court terme.

## Programme de recherche et de développement d'un réseau de transport respectueux de l'environnement, dirigé par TC



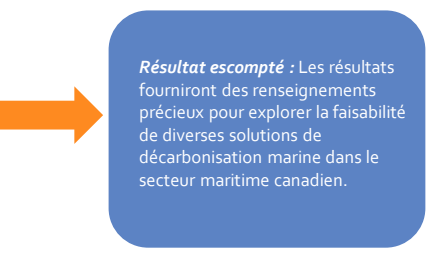
**Responsable :** TC (Jordan O'Reilly)

**Description :** Le programme favorise un système de transport propre (secteurs maritime/ferroviaire/aérien) en finançant des projets qui réduisent les polluants atmosphériques et/ou les émissions de gaz à effet de serre provenant du transport.



**État :** Des subventions sont accordées à cinq requérants pour qu'ils entreprennent des projets de démonstration et de déploiement pilote de technologies à émissions faibles/nulles dans le cadre d'essais en conditions réelles.

**Valeur :** Total de 476 662 \$ sur deux ans.



**Résultat escompté :** Les résultats fourniront des renseignements précieux pour explorer la faisabilité de diverses solutions de décarbonisation marine dans le secteur maritime canadien.